

Unité interdépartementale Drôme/Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 Valence

Valence, le 09/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ONYX ARA

Papelissier,
810 chemin des Taillandiers
26 300 Chatuzange-Le-Goubet

Références : 20260109-RAP-DAEN0021
Code AIOT : 0006106990

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2026 dans l'établissement ONYX ARA implanté Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection a été réalisée suite à trois plaintes déposées entre le 12/12/2025 et le 19/12/2025 à l'encontre de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Onyx à Chatuzange le Goubet concernant des émanations importantes d'odeurs.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ONYX ARA
- Papelissier, 810 chemin des Taillandiers 26 300 Chatuzange-le-Goubet
- Code AIOT : 0006106990
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Par arrêté préfectoral n°26-2020-07-09-002 du 9 juillet 2020, la société ONYX a été autorisée à exploiter, dans son centre de CHATUZANGE LE GOUBET :

- une extension en hauteur du casier de stockage de déchets non dangereux H, puis 2 nouveaux casiers de stockage désignés I et J.
- une unité d'une capacité maximale de 50 tonnes/jour de traitement d'effluents liquides non dangereux.

Le casier en cours d'exploitation est le casier I nord depuis le 4 septembre 2024.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suite administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Prévention des odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage	Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le jour de l'inspection, la problématique d'odeurs relevée par les riverains était provisoirement résolue. L'exploitant a fait le nécessaire pour réduire les nuisances olfactives et semble avoir identifié la cause du problème qui reste à confirmer par les résultats des analyses à venir. Il doit poursuivre la recherche de solutions, afin de pouvoir être réactif en cas de nouvel épisode d'odeurs, afin de pas générer de gêne pour le voisinage.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des odeurs susceptibles d'incommoder le voisinage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2020, article 3.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Dispositions visant à prévenir les odeurs
Prescription contrôlée : Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique. Les dispositions nécessaires sont prises pour éviter en toute circonstance l'apparition de conditions d'anaérobiose dans des bassins de stockage de déchets liquides, ou dans tout dispositif à ciel ouvert. L'exploitation est menée de manière à limiter autant que faire se peut les dégagements d'odeurs, en limitant la surface de stockage de déchets non dangereux exploitée, en recouvrant immédiatement les déchets à l'origine d'émissions olfactives importantes ou en appliquant un produit neutralisant les odeurs selon les préconisations du fabricant. Un dispositif automatisé, comportant des rampes de pulvérisation permettant de neutraliser les odeurs à la source avant toute phase de dispersion, pourra être au besoin aménagé autour de la zone d'exploitation. [...]
Constats :

Entre le 12/12/2025 et le 19/12/2025, l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par Onyx à Chatuzange le Goubet a fait l'objet de trois plaintes de riverains situés au sud / sud-ouest du casier en exploitation concernant des émanations importantes d'odeurs (dans la zone indiquée en rouge ci-dessous).



Un point téléphonique avait été fait avec l'exploitant le 23/12/2025 sur l'identification de la provenance de ces odeurs et les mesures mises en place pour réduire l'impact olfactif de l'installation.

La cartographie des émissions diffuses réalisées le 01/12/2025 indique que la couverture du casier H réalisée est efficace et que la majorité des points proviennent des casiers en post-exploitation et du casier en exploitation (un point noir relevé à ce niveau).

L'hypothèse avancée par l'exploitant est que la pluviométrie élevée du dernier trimestre 2025 a entraîné une fermentation anaérobie importante au niveau du casier I nord en cours d'exploitation générant du gaz H_2S , très odorant. Les mesures mises en place au mois de décembre ont été :

- la remise en fonctionnement les rampes de pulvérisation de produit anti-odeur, tant que la température extérieure le permet ($>5^{\circ}C$) ;
- l'augmentation du dégazage, en mettant en fonctionnement la torchère de la plateforme 2, en complément du moteur de valorisation et de la Wagabox à un débit de $180-200\text{ Nm}^3/\text{h}$;

- la mise en place d'argile en couverture intermédiaire à la place de la terre au niveau du casier en exploitation ;
 - la commande de six tubes H_2S permettant la mesure d' H_2S dans l'air ambiant, qui seront positionnés en périphérie du site, sous les vents dominants ;
- L'exploitant a également indiqué réfléchir à la mise en place d'une torchère à proximité immédiate du casier I nord.

Une inspection inopinée a été réalisée le 07/01/2026 après-midi. Les données météorologiques dont dispose l'exploitant en temps réel sur son site sont les suivantes :

- Pression : 1014 hPa
- Température : 2,7°C
- Orientation du vent : NE
- Vitesse du vent : 0 km/h

Au moment de l'inspection, les outils de suivi permettent de constater que la Wagabox traite un débit de biogaz de 584 Nm^3/h . Le moteur de valorisation est en panne depuis le 05/01/2026 suite à la casse du circulateur d'eau. Il a été remis en service le 08/01/2026, à la réception de la pièce permettant la réparation. Pendant ce laps de temps, la torchère a pris le relai et brûle un débit de biogaz de 852 Nm^3/h à une température de 1 056 °C.

Un point est fait sur les actions menées depuis la réception des plaintes :

- les rampes de pulvérisation ont été mises à l'arrêt dès que la température extérieure est descendue en dessous de 5 °C.
- l'essai de torchage à l'aide de la torchère de la plateforme 2, en complément du moteur de valorisation et de la Wagabox, s'est avéré non satisfaisant. En effet, en cas de panne du moteur, la torchère aura des difficultés à traiter la totalité du gaz arrivant sur la plateforme. Également, cela ne peut pas être considéré comme une solution sur le long terme, le moteur et la torchère ne pouvant pas fonctionner de façon simultanée en période estivale pour des raisons techniques.
- Les six tubes H_2S sont en cours de mise en place par Agathe Revallier, responsable impacts rejets industriels, sur cinq points situés sous les vents dominants sur la base de l'évaluation du risque sanitaire réalisée en 2019, le sixième tube étant un blanc de site non exposé. Les localisations sont les suivantes :
 - à l'ouest, à proximité immédiate du casier I
 - en limite de site au sud du casier I ;
 - au niveau de la Wagabox ;
 - à l'est ;
 - à l'ouest au niveau des bassins de stockage des eaux pluviales.

Ces tubes sont posés pour une durée de deux semaines et seront relevés le 20/01/2026 pour être transmis à un laboratoire pour analyse.

L'exploitant va réaliser les réglages du réseau de collecte de biogaz, ainsi que les opérations de maintenance nécessaires à la remise en service de la torchère de la plateforme 1. Elle permettrait d'éliminer le biogaz généré par les casiers situés à l'est du site en complément du moteur de valorisation et de la Wagabox et augmenter ainsi le débit de biogaz traité. Cette torchère dispose d'un débit de 1500 Nm^3/h .

En cas d'impossibilité de remise en fonctionnement de cette torchère, une torchère de secours d'un débit de 600 Nm^3/h pourra être positionnée au nord du casier I nord pour éliminer le biogaz du casier en exploitation (alimentation électrique disponible).

Sur le terrain, au sud du casier I, l'inspection a pu constater la perception d'une faible odeur de

déchets frais. Sur le reste du site, aucune odeur n'est perceptible.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit tenir informée l'inspection des résultats de mesure d'H₂S dans l'air ambiant et de l'essai de remise en service de la torchère de la plateforme 1.</p>
Type de suites proposées : Sans suite